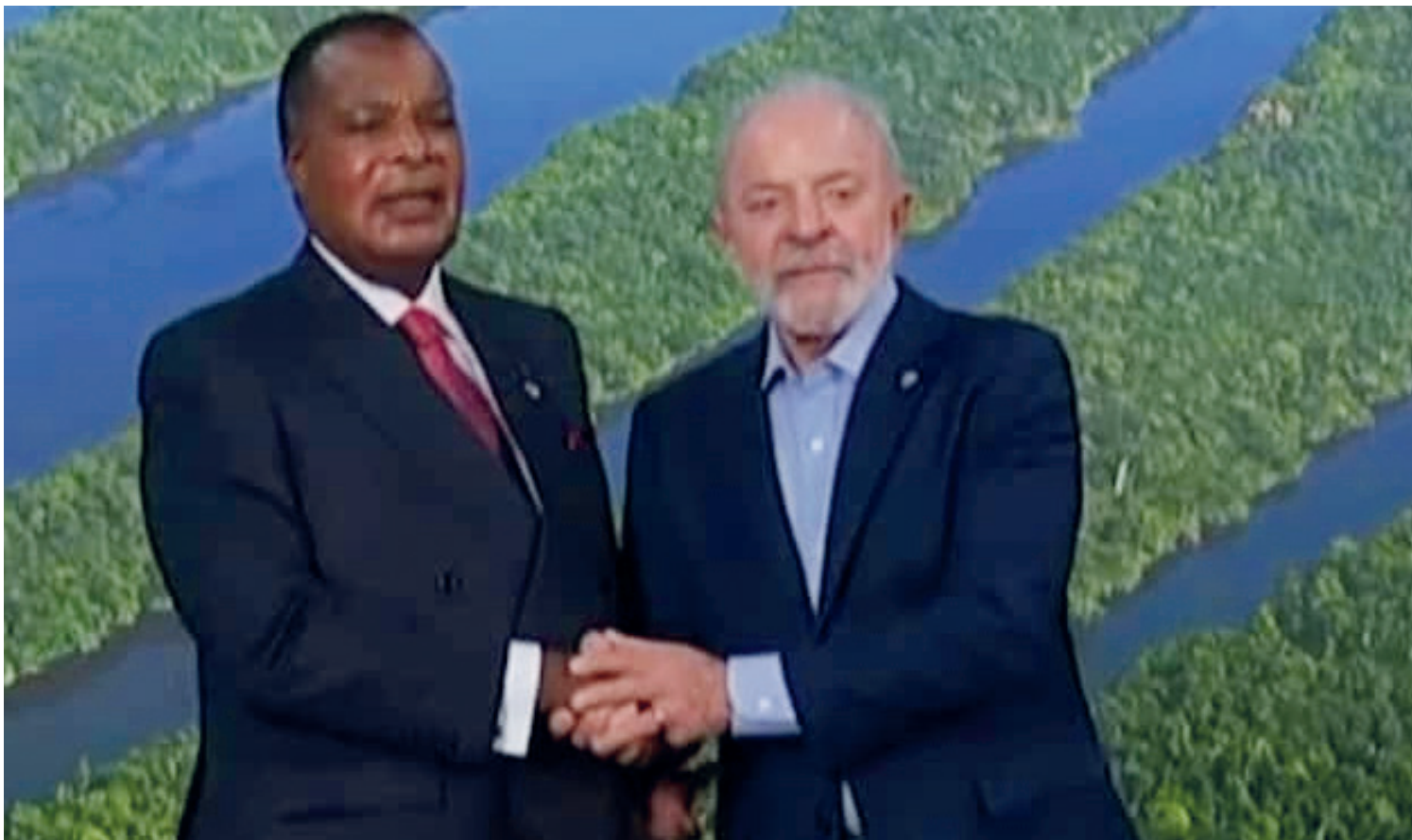




BELÉM COP30

Espoir autour du Fonds pour la préservation des forêts tropicales



Pays hôte de la COP30, le Brésil a annoncé la mise en place d'un fonds pour la préservation des forêts tropicales suscitant l'espoir parmi les décideurs mondiaux. S'exprimant à ce sujet, le 6 novembre, le président Denis Sassou N'Guesso qui dressait par ailleurs un bilan en demi-teinte des engagements pris les trois dernières décennies au fil des COP mais non concrétisés, a salué une « initiative louable » à plusieurs titres. Cette initiative est d'autant plus louable, « qu'elle rejoint celle de la Commission climat du Bassin du Congo, avec son instrument financier, le Fonds bleu pour le Bassin du Congo, et se met également au service des peuples autochtones et des communautés locales, qui sont les premiers gardiens des écosystèmes les plus riches en biodiversité du monde », a déclaré le chef de l'Etat congolais

Page 16

Les présidents Denis Sassou N'Guesso et Lula da Silva

AFRIQUE CENTRALE

Les professionnels du tourisme se donnent rendez-vous à Brazzaville

La capitale congolaise, Brazzaville, abritera, du 18 au 20 Novembre 2025 une grande rencontre des professionnels du tourisme des pays de l'Afrique Centrale, dans le cadre de la première édition du Nabemba

Tourism Expo. Prélude à cette rencontre des amoureux du tourisme, le coordinateur national, Francel Emerancy Balank, a fixé le public, au cours d'une conférence de presse sur les enjeux de ce rendez-vous qui se tiendra

sur le thème : « *Tourisme interne, enjeux et défis* ». « *Nous voulons au travers de ce grand rendez-vous positionner notre pays comme une destination incontournable en Afrique centrale* », a-t-il indiqué. Page 15

COMMERCE

Précisions sur la suspension de la vente des machettes et des motos



Les deux directeurs lors de la conférence de presse
Le directeur général du commerce intérieur, Belly Fugain Biouloungoulou, et son collègue en charge de la répression des fraudes commerciales, Blaise Mayama Kouenda ont, au cours

d'une conférence presse précisé que les stocks de machettes et motocyclettes déjà entrées en terre congolaise continueront d'être vendues sans problème, seule leur importation est interdite jusqu'à nouvel ordre. Face à la presse, les deux directeurs généraux ont fixé l'opinion sur le contenu de cette note circulaire diversement interprétée par la population. Page 3

39^E JOURNÉE DE L'ARBRE

2700 arbres plantés à la patte d'Oie



Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a présidé le 6 novembre, la cérémonie de planting d'arbres marquant la 39^e Journée nationale de l'arbre, organisée cette année sur le site de la Patte d'oie à Brazzaville où près de 2700 plants ont été enfouis sur une superficie de 2,5 hectares dans cette réserve forestière menacée par les activités humaines. Dans ce site historique de la Patte d'Oie, créé en 1938 sur 240 hectares, les principales figures de la République, notamment les présidents des deux chambres du Parlement, les

Le Premier ministre effectuant le planting
membres du gouvernement, les institutions constitutionnelles, le corps diplomatique, ainsi que la société civile, des essences locales et exotiques telles que Acacia senegal, Senna siamea, Autranella congolensis, Ceiba pentandra, Inga edulis, Lophira, Millettia, Laurentia, Tectona, Terminalia, Xylopia et Baobab y ont été plantées.

Page 4

Editorial
Tenir ?

Page 2

ÉDITORIAL

Tenir?

C'est ce que nous continuons de faire au quotidien : poursuivre la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, cette denrée indispensable à l'équilibre de la société ; occuper la place qui nous revient dans un univers médiatique national de plus en plus fragmenté et riche en livraisons, où l'identité de chacun des acteurs est une marque déposée. Tous concourent à l'expression plurielle des opinions dont se nourrit la démocratie.

Trente ans bientôt que cet engagement n'a pas faibli. De temps en temps, souvent même, surviennent des pressions qui tentent de prendre le pas sur la bonne disposition d'esprit, levier indispensable à la concentration qui permet de donner le meilleur de soi. Ces pressions sont d'ordre technique, matériel, et cela va sans dire, financier. Quand elles remontent en surface comme c'est le cas en ce moment, elles assombrissent les perspectives et alourdissent les rendez-vous.

Un média quel qu'il soit vit de rendez-vous ; un quotidien encore plus car à l'égard de la société qu'il est appelé à servir, des partenaires qui lui prêtent attention, des institutions dont il est un interlocuteur de poids, sa présence doit être constante. Les batailles d'hier, à l'origine de la création de l'Agence d'information d'Afrique centrale (de l'Adiac – Les Dépêches de Brazzaville), celles d'aujourd'hui, desquelles elle tire ses forces, celles du futur qui sont autant de défis pressants s'accommodent mal des ruptures prolongées.

Au message de tenir qui nous est répété avec foi, notre résilience devient le grand atout de notre espérance. Dès lors qu'il est question de ne pas voir dans ce vide qui se crée autre chose que la conjugaison de circonstances difficiles mais passagères, gageons que notre cri du cœur produira son effet. Il nous sera alors possible de nous relancer à nouveau avec le même enthousiasme, le cœur à l'ouvrage, la tête froide, et la grande opinion des consommateurs comme le repère de notre professionnalisme. Tenir, bien sûr, autant que possible, mais se serrer les coudes...

Les Dépêches de Brazzaville

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Une vision claire pour un mandat performant

Les nouveaux membres du Conseil économique social et environnemental (CESE) ont fixé, le 31 octobre dernier à Brazzaville, au cours de leur première session ordinaire, les principales orientations stratégiques de cette institution pour les quatre prochaines années.



Les participants/Adiac

Présidée par Emilienne Raoul, cette séance de travail a permis aux membres du CESE d'analyser et de décrypter le plan stratégique de la nouvelle mandature (2025-2029). « C'est une occasion pour nous de comprendre les enjeux fixés pour cette mandature et de voir dans quelle mesure nous allons apporter d'éventuels amendements. Nous pouvons croire ici que le CESE se lance véritablement dans une politique de développement », a expliqué Ugain Mikala Kaya, membre au CESE.

Conscients du fait que la modernisation de leur institution à travers les seuls textes portant sur son organisation et son fonctionnement ne suffit pas pour son bon fonctionnement, les participants ont souhaité s'inscrire dorénavant dans l'élaboration d'une

vision stratégique à moyen terme afin de garantir son efficacité. « La flexibilité d'un plan stratégique nous permettra de nous adapter aux évolutions du contexte et aux nouvelles exigences, tout en maintenant un processus d'amélioration continue », a indiqué le secrétaire général, Wilfrid Magloire Obili.

Ces stratégies s'articulent ainsi autour de quatre orientations qui sont, entre autres, l'amélioration de la performance du CESE, le renforcement du partenariat entre le CESE, la société civile et les citoyens, l'établissement du cadre de coopération avec les instances ayant le pouvoir de saisine et de publication et enfin la transformation du CESE et le pilotage du changement.

A travers cette rentrée administrative, le CESE entre ainsi dans une nouvelle

phase axée sur les bonnes pratiques de planification pour une gestion moderne et performante. « Les apports des uns et des autres nous ont prouvé que nous avons tous la même préoccupation : celle de faire partie d'une institution prête à jouer son rôle auprès des autres institutions de la République », a conclu la présidente du CESE, Emilienne Raoul.

Rappelons que le CESE est une assemblée consultative instituée auprès du gouvernement, de l'Assemblée nationale et du Sénat. Partenaire de plusieurs institutions similaires à l'international, il favorise la concertation entre les diverses catégories socioprofessionnelles, conseille l'exécutif et le législatif et participe à l'élaboration de la politique économique, sociale et environnementale du pays.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

COMMERCE

La vente des motos et machettes n'est pas interdite

Le directeur général du commerce intérieur, Belly Fugain Bialoungoulou, et son collègue en charge de la répression des fraudes commerciales, Blaise Mayama Kouenda, ont coanimé, le 5 novembre à Brazzaville, une conférence de presse au cours de laquelle ils ont précisé que les stocks de machettes et motocyclistes déjà entrés en terre congolaise continueront d'être vendus sans problème, seule leur importation est interdite jusqu'à nouveau l'ordre.

Face à la presse, les deux directeurs généraux ont fixé l'opinion sur le contenu de cette note circulaire diversement interprétée par la population. Ils ont aussi précisé les motivations ayant conduit le gouvernement à suspendre momentanée l'importation de ces deux types de marchandises. Une décision est motivée pour des raisons de paix, après que les services du commerce aient constaté une augmentation anormale des volumes d'importation des machettes ces derniers temps.

Importation massive et injustifiée qui se fait au moment où le pays a engagé une opération spéciale dont le but est d'éradiquer définitivement le grand banditisme qui sévit dans les deux agglomérations, animé par des jeunes délinquants. « *Le gouvernement a suspendu l'importation momentanée des machettes*



Les deux directeurs lors de la conférence de presse!!!! Adiac

et des motocyclistes, et non leur commercialisation. Nous avons suspendu l'entrée de ces deux produits sur l'ensemble du territoire national après que nos services ont remarqué la présence d'un volume important et inhabituel des machettes en provenance de l'étranger. Mais tous les stocks déjà entrés dans le

Le gouvernement a suspendu l'importation momentanée des machettes et des motocyclistes, et non leur commercialisation. Nous avons suspendu l'entrée de ces deux produits sur l'ensemble du territoire national après que nos services ont remarqué la présence d'un volume important et inhabituel des machettes en provenance de l'étranger. Mais tous les stocks déjà entrés dans le pays doivent se vendre normalement et à des prix habituels »

pays doivent se vendre normalement et à des prix habituels », a précisé Belly Fugain Bialoungoulou.

A propos des motocyclistes, le directeur du commerce intérieur a indiqué que la plupart d'elles n'avaient pas de papiers et étaient tenues par des délinquants pour des opérations parfois douteuses.

« *Les ministres en charge du commerce, de l'intérieur et de celui de l'agriculture vont se réunir très prochainement pour définir les stratégies et modalités de régulation de l'importation de ces deux produits. En ce qui concerne les motos, par exemple, désormais les importateurs doivent avant tout obtenir la carte grise de chaque motocycliste avant leur commercialisation. L'objectif est de garantir la traçabilité de la vente du produit* », a-t-il renchéri.

Firmin Oyé

LE FIN MOT DU JOUR

Bruits de bottes en haute mer

Va-t-on assister à une guerre ouverte bientôt entre les États-Unis d'Amérique de Donald Trump et le Venezuela de Nicolas Maduro ? La question est sur toutes les lèvres au regard de la présence robuste de forces spéciales déployées par Washington aux encablures du territoire vénézuélien.

D'après certaines sources, plusieurs scénarios sont à l'étude chez l'oncle Sam qui s'apprêterait à en découdre à tout moment. Il serait question ou de prendre d'assaut les infrastructures énergétiques du pays par une invasion terrestre, ou de procéder à des frappes massives directes contre celles-ci, ou encore de s'en prendre physiquement au chef de l'Etat.

Successeur d'un certain Hugo Chavez, ennemi « juré » du puissant voisin qu'il accusait régulièrement de nuire à son pays et à sa personne, Nicolas Maduro n'a pas lui également la cote à la Maison Blanche. En plus de la rhétorique anti-impérialiste héritée de son prédécesseur, « révolutionnaire » jusqu'à la moelle, l'actuel dirigeant vénézuélien doit faire face à l'hostilité de son homologue américain pour qui il serait le chef d'un cartel de narcotrafiquants.

Depuis plusieurs semaines, les unités d'élite des États-Unis mouillent au large des côtes vénézuéliennes. Elles ont auparavant entrepris de détruire systématiquement les bateaux soupçonnés de transporter de la drogue au départ du Venezuela faisant de nombreuses victimes. Caracas qui prend très au sérieux ces menaces potentielles de plus en plus pressantes se prépare au pire. Le chef de l'Etat a appelé à la mobilisation générale pour, déclare-t-il, défendre la nation en danger.

S'il met à exécution son projet de déclencher la guerre et partant, changer le régime en place chez son ennemi, le président Trump qui estime par ailleurs que les jours du président Maduro à la tête de son pays sont comptés aura passé outre ses professions de foi en matière de préservation de la paix dans le monde. Durant sa course à la Maison Blanche l'année dernière, le 47^e président de la première puissance mondiale avait axé une partie de sa campagne électorale contre les guerres interminables dans lesquelles l'Amérique a souvent été impliquée quand elle ne les a instiguées.

Élu, il n'a cessé de confier par exemple que le

conflit en Ukraine n'aurait jamais eu lieu s'il avait été en poste au moment de son éclatement en 2022. Soit dit en passant, même s'il n'a pas été gratifié du prestigieux Prix Nobel de la paix cette année, Donald Trump égrène avec une certaine fierté le nombre de succès qu'il a engrangés en quelques mois de présidence comme faiseur de paix. Doit-on se rendre à l'évidence que les États-Unis et le Venezuela sont incapables de concilier leurs vues et trouver un terrain d'entente à leurs intimités anciennes ?

En cas de guerre contre Nicolas Maduro comme le redoutent de nombreux observateurs qui l'emportera ? Le plus fort sans doute mais à quel prix ? Du sang des innocents coulera abondamment et ne sera compensé comme très souvent que par un triomphalisme sans lendemain. L'histoire est là pour nous le prouver : les guerres ont rarement été une solution idéale pour en imposer aux plus faibles. Elles sont en revanche le ferment de la rancune tenace. Fasse que la politique des seuls intérêts économiques et géostratégiques source d'instabilité cède enfin la place à l'intelligence du compromis.

Gankama N'Siah

39^e JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

Plus de 2700 plants pour restaurer la forêt de la Patte d'Oie

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a présidé, le 6 novembre, la cérémonie de planting d'arbres marquant la Journée nationale de l'arbre, organisée cette année sur le site de la Patte d'oie, à Brazzaville. Au total, près de 2700 plants ont été enfouis sur une superficie de 2,5 hectares dans cette réserve forestière menacée par les activités humaines.

Le site historique de la Patte d'Oie, créé en 1938 sur 240 hectares, a accueilli les principales figures de la République, notamment les présidents des deux chambres du Parlement, les membres du gouvernement, les institutions constitutionnelles, le corps diplomatique, ainsi que la société civile. Instituée pour être le poumon écologique de la ville capitale, cette forêt artificielle est aujourd'hui réduite à environ 94,55 hectares, en raison d'occupations illégales, d'activités commerciales anarchiques et des feux de brousse. Des essences locales et exotiques ont été plantées : Acacia senegal, Senna siamea, Autranella congolensis, Ceiba pentandra, Inga edulis, Lophira, Millettia, Laurentia, Tectona, Terminalia, Xylopia et Baobab. Selon le coordonnateur national du Programme national d'afforestation et de reboisement, François Mankeni, ces plants sont regroupés selon trois écartements (3x3 m, 6x6 m et 9x9 m). La sélection de ces espèces a été effectuée, a-t-il assuré, dans le but de renforcer la biodiversité, améliorer la résilience du couvert forestier urbain et restaurer les fonc-



tions écologiques de la réserve. Placée sous le thème « Un arbre, une forêt, une plantation, pour un Congo florissant pendant la décennie des Nations unies pour l'afforestation et le reboisement », la célébration 2025 de la Journée nationale de l'arbre vise à inscrire le Congo dans la dynamique internationale de lutte contre le changement climatique. S'exprimant à cette occasion, le Premier

ministre a rappelé l'importance de cette journée, instituée par la loi n°62-84 du 11 septembre 1984 et modifiée par la loi n°20-96 du 15 avril 1996, comme un acte citoyen et écologique essentiel à la préservation du patrimoine naturel congolais. Anatole Collinet Makosso a cependant déploré la réduction considérable de la réserve initiale, passée de 240 hectares à 95,44 hectares. Il a dénoncé avec ferme-

té l'incivisme croissant de certains citoyens qui détruisent ou s'approprient illégalement les espaces verts, rappelant que « nul n'est au-dessus de la loi » et que la protection de l'environnement relève d'un devoir collectif. Il a enfin rendu hommage au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, initiateur de la Journée nationale de l'arbre en 1984, saluant sa vision précoce

des enjeux climatiques et son engagement pour un Congo « vert et durable ». Il a souligné que cet engagement a conduit récemment à l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la résolution faisant de la période 2027-2036 la Décennie des Nations Unies pour le boisement et le reboisement une initiative portée par le Congo.

Fiacre Kombo

TRANSPORT URBAIN

Gozem démarre avec ses activités à Brazzaville

La Super App africaine, Gozem spécialisé dans les solutions digitales de transport urbain a lancé le 5 novembre, ses activités en République du Congo, notamment à Brazzaville qui constitue la phase pilote de cette plateforme, en attendant d'aller à la conquête d'autres villes congolaises.

La capitale congolaise marque, pour les responsables de Gozem, une nouvelle étape dans son développement en Afrique francophone, précisément au Togo, au Bénin, au Gabon et au Cameroun où la start-up est déjà présente avec plus de sept mille véhicules.

« Nos objectifs sont : Développer des compétences dans plusieurs secteurs d'activités à travers des services innovants qui impactent des milliers de vie dans les communautés où nous sommes implantés », a déclaré le cofondateur de Gozem, Raphaël Dana lors de la conférence de presse d'avant lancement des activités.

Il a souligné que le choix porté sur le Congo Brazzaville symbolise leur vision panafricaine de bâtir une Super App au service des Africains, en partant de leur besoin concret.

Considérant cette plateforme cent pour cent digital comme un super hub d'Afrique, sa raison d'être est, d'après le responsable des opérations, Manfred Tomegah, de créer un potentiel et une dynamique dans la régle-



mentation du marché des transports à Brazzaville où Gozem va démarrer avec 1700 véhicules en attendant sa montée en gamme pour atteindre le cap de 2000 véhicules dans les prochains mois. « A partir du 5 novembre, les ha-

bitants de Brazzaville peuvent profiter de quatre services de transport au sein de l'application Gozem, chacun conçu pour répondre à un besoin spécifique du quotidien », a-t-il souligné. Par ailleurs, Gozem qui ne vient

pas se substituer aux taxis vert et blanc se veut un complément pour ce moyen de transport en leur offrant la technologie et la visibilité tout en créant de nouvelles opportunités de revenus pour les chauffeurs partenaires

désignés par « Champions ». Pour les usagers, cette plateforme va apporter un plus dans la mesure où ils peuvent commander un taxi depuis leur domicile ou lieu de travail grâce à la géolocalisation et la traçabilité des trajets en téléchargeant l'application.

Aussi, Gozem qui travaille en connexions avec les acteurs de l'économie, notamment les vendeurs des voitures, les supermarchés, les banques et autres opérateurs veut encourager l'inclusion financière, via des solutions de paiement digitalisées, en accélérant l'économie locale à travers des partenariats avec des garages, assurances et opérateurs mobiles.

Pour marquer son arrivée à Brazzaville, Gozem lance deux spécificités destinées à faire découvrir la Supe App au grand public. Pour ce faire, il propose de remise de bienvenue et un programme de parrainage. « Nous proposons des offres de 50% de réduction sur les deux premières courses », a fait savoir Epiphane Goka, Manager de la cité de Brazzaville.

Guy-Gervais Kitina

Les Responsables de Gozem lors de la conférence de presse/Adiac

SECTEUR PÉTROLIER

L'Appo veut accélérer ses réformes au niveau continental

Les ministres des pays membres de l'Organisation africaine des producteurs de pétrole (Appo), réunis le 4 novembre à Brazzaville, ont fixé le cap pour les prochains mois. Les échanges ont été dominés par la décision d'accélérer le lancement de la Banque africaine de l'énergie (AEB) et le renouvellement des instances dirigeantes de l'organisation censées mener les réformes du marché intra-africain.

La capitale congolaise a accueilli la 48 session ordinaire du Conseil des ministres de l'Appo, placée sous le haut patronage du chef de l'État congolais, Denis Sassou Nguesso, et présidée par le ministre congolais des Hydrocarbures, Bruno Jean-Richard Itoua, également président en exercice de l'organisation. Les ministres présents, représentant 16 pays membres, ont réitéré leur engagement à mobiliser rapidement le capital initial de 500 millions de dollars américains exigé pour le lancement effectif de la banque AEB au cours de l'année 2026.

Un groupe de travail ministériel conduit par Mohamed Arkab, ministre d'État algérien des Hydrocarbures et des Mines, a été chargé de finaliser le processus de création, en collaboration avec le Secrétariat de l'Appo et la Société africaine d'investissements en énergie (AEICorp). Un second groupe de travail, présidé par le ministre sénégalais des Mines et du Pétrole, Birame Soulèye Diop, sera chargé d'évaluer le fonctionnement de l'entreprise

mandatée AEICorp.

Au plan institutionnel, le Conseil des ministres a nommé l'Algérien Farid Ghezali au poste de secrétaire général de l'Appo pour la période 2026-2028, succédant au Dr Omar Farouk Ibrahim, à qui une motion de félicitations a été adressée pour ses six années de service dévoué à la tête de ce poste stratégique de l'organisation.

La Côte d'Ivoire assurera la présidence de l'Appo en 2026 avec le ministre des Mines, du Pétrole et du Gaz, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, tandis que la République démocratique du Congo en occupera la vice-présidence avec la ministre d'État chargée des Hydrocarbures, Aacia Bandubola Mbongo.

L'organisation, qui regroupe l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Gabon, le Ghana, la Guinée équatoriale, la Libye, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Soudan, le Sud-Soudan, la République Démocratique du Congo, et la Tunisie, veut des réformes axées sur l'ave-



Les travaux du conseil des ministres de l'Appo/Adiac

nir. Le ministre Bruno Jean Richard Itoua a salué les progrès réalisés depuis la création de l'Appo il y a 38 ans, notamment la mise en place de l'AEB, destinée à financer le développement du secteur pétrolier et gazier africain. Le président entrant de l'Appo, ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, a appelé à une réforme profonde et à

une meilleure coordination des actions pour renforcer l'efficacité de l'organisation. Mamadou Sangafowa-Coulibaly a également insisté sur la nécessité de mettre en œuvre la déclaration commune sur le contenu local, adoptée par les ministres. Il a plaidé pour que l'année 2026 marque une étape décisive dans la concrétisation des engagements pris, soulignant que le continent africain ne

peut plus se permettre « le luxe d'importer les biens et services pétroliers qu'il peut produire lui-même ». À cet égard, il a mis en avant l'exemple de la Côte d'Ivoire, où le gouvernement œuvre à renforcer les capacités des entreprises nationales afin que la majorité des biens et services liés au secteur énergétique soient contractés localement.

Fiacre Kombo

DOUANES/BRAZZAVILLE

Alexis Bienvenu Oyombi installé dans ses fonctions

Inspecteur principal des douanes, cadre de la maison, le nouveau directeur départemental des douanes et droits indirects de Brazzaville, Alexis Bienvenu Oyombi, a mesuré l'étendue des défis qui l'attendent lors de son installation le 6 novembre.

« Nous allons travailler de sorte à booster l'assiette fiscale afin que les objectifs fixés par le gouvernement, à travers le ministère des Finances, soient atteints », a fait savoir le nouveau directeur départemental des douanes et droits indirects, Alexis Bienvenu Oyombi.

Dans un élan de collaboration qu'il a qualifiée de vitale, celui-ci a par ailleurs appelé l'ensemble des cadres et agents à mettre la main à la pâte pour faire avancer l'administration douanière départementale en s'appuyant sur ce qui a déjà été fait, tout en améliorant ce qui doit l'être.

Le directeur des ressources humaines du ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Jean-Marie Montsagna, qui a présidé la cérémonie de passation de consignes et d'installation du nouveau directeur départemental a abondé dans le



même sens. Il est revenu sur l'interpellation du ministre Christian Yoka aux douaniers de Pointe-Noire et du Kouilou concernant les comportements déviants : diminution volontaire des valeurs, fraudes, etc.

« Cela doit être corrigé avec la nouvelle équipe. Le nouveau directeur départemental doit être intransigeant », a-t-il déclaré en soulignant : « Le budget de l'État est essentiellement fiscal-douanier. Vous comprenez donc quelle est la place des administrations fiscales et douanières dans la mise en œuvre du développement du pays ».

En rappel, le directeur départemental qui vient d'être installé dans ses fonctions a été nommé par décret signé du Premier ministre le 31 octobre 2025. Alexis Bienvenu Oyombi est astreint à l'obligation de résultats.

Rominique Makaya



AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Dans le cadre de l'exécution de son programme d'amélioration des conditions de travail de son personnel et de la modernisation de ses infrastructures afin d'offrir une expérience exceptionnelle à ses clients, Ecobank Congo souhaite s'attacher les services d'un ou plusieurs prestataires pour entreprendre les travaux d'aménagement du premier étage du siège d'Ecobank en agence Premier Banking dans le strict respect des normes définies dans le cahier de charges relatives à chaque lot comme ci-dessous :

Lot n°1 : Menuiserie aluminium / vitrerie / placoplâtre alu opaque

Lot n°2 : Plomberie sanitaire

Lot n°3 : Serrureries

Lot n°4 : Revêtement sol / carrelage / tapis

Lot n°5 : Menuiserie intérieure bois / quincaillerie

Lot n°6 : Electricité / courant fort et faible

Lot n°7 : Climatisation

Lot n°8 : Peinture

Ledit cahier des charges ainsi que le dossier de soumission sont disponibles à la Direction Juridique/Secrétariat du Conseil d'Administration, située au 2ème étage du siège social, contre paiement d'un montant non remboursable de **cinq cent mille Francs CFA (500.000 FCFA)**.

Les dossiers de candidature devront comprendre une offre technique et une offre financière, dûment signées et cachetées par le représentant légal de la société postulante. Ces offres devront être présentées **en trois (3) exemplaires : Un (1) original et Deux (2) copies + une (1) version électronique sous clé USB (format PDF)**.

Les dossiers complets doivent être déposés au plus tard le lundi 08 septembre 2025 à 16h00, date limite de réception des candidatures, auprès de la Direction Juridique/Secrétariat du Conseil d'Administration, situé au 2ème étage du siège social d'Ecobank Congo SA.

La visite des lieux par tous les soumissionnaires s'effectuera le 25 août 2025 à 10h00.

Les offres seront accompagnées d'une caution de soumission de **deux millions de Francs CFA (2.000.000 FCFA)**.

Chaque enveloppe devra porter les mentions suivantes :

**« APPEL D'OFFRES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU PREMIER ETAGE DU
SIEGE D'ECOBANK EN AGENCE PREMIER BANKING CENTRE- VILLE
BRAZZAVILLE ».**

**A Monsieur le Directeur Général
ECOBANK CONGO SA,
BP : 2485 Centre-Ville Brazzaville, Immeuble ECOBANK CONGO
Tél. +242 05 200 62 62 / 06 719 01 01**

Toute offre reçue au-delà du délai ci-dessus fixé ou en un lieu autre que le siège social de ECOBANK CONGO SA, sera rejetée systématiquement. Chaque soumissionnaire soumissionnera à tous les lots.

**Otis MOUSSAKI
Directeur Général Adjoint**

Ecobank Congo

Croisement des Avenues Gouverneur Général Félix EBOUE et Amilcar CABRAL - Quartier de la plaine, Centre-Ville / B.P. 2485, Brazzaville
Tél.: (+242) 05 200 62 62 / (+242) 06 719 01 01 - Email : ecobankcg@ecobank.com
www.ecobank.com

**ECOBANK CONGO
DIRECTEUR GÉNÉRAL
ADJOINT**

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

L'Algérie et le Congo renforcent leurs liens dans le secteur des hydrocarbures

En visite de travail à Brazzaville, le ministre algérien des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, s'est entretenu ce 3 novembre avec son homologue congolais, Bruno Jean Richard Itoua. Au cours de la séance de travail, les deux parties ont souligné l'importance du renforcement de la coopération bilatérale entre Alger et Brazzaville dans le domaine pétrolier, ainsi que la promotion du contenu local africain dans la chaîne de valeur énergétique.

Au terme de leur rencontre, les deux ministres se sont félicités de la qualité des relations énergétiques qui unissent l'Algérie et la République du Congo. Le ministre Mohamed Arkab a rappelé que les deux pays ont déjà signé un accord de coopération dont ils ont passé en revue l'état d'avancement. « *Nous nous réjouissons du niveau de coopération atteint entre nos deux pays. C'est une grande avancée. De nombreux cadres de la Société nationale des pétroles du Congo suivent actuellement des formations et des immersions sur les chantiers de Sonatrach* », a déclaré le ministre algérien.

Cette collaboration couvre toute la chaîne de valeur des hydrocarbures, essentiellement l'exploration, l'exploitation, le transport et la transformation. L'Algérie entend ainsi partager son expé-

rience dans le développement d'une industrie nationale forte et intégrée. « *Nous souhaitons voir Brazzaville devenir, à son tour, un grand opérateur pétrolier africain, à l'image de Sonatrach, qui gère plus de 80 % du domaine minier algérien* », a ajouté Mohamed Arkab.

La rencontre entre les deux ministres intervient à la veille de l'ouverture dans la capitale congolaise de la 4^e Conférence et exposition sur le contenu local, couplée à celle de la 48^e session du Conseil des ministres de l'Association des producteurs de pétrole africains (Appo). Les discussions de cette édition s'annoncent cruciales pour l'avenir du secteur pétrolier africain. « *Le sujet majeur sera le contenu local. Il s'agit de faire émerger la compétence et le génie africains dans le domaine du pétrole* », a expliqué le



Les deux parties lors de la séance de travail/Adiac

ministre algérien, avant de saluer le leadership de Bruno Jean Richard Itoua, également président de la Conférence ministérielle de l'Appo. Selon Mohamed Arkab, la coopération entre Alger et Brazzaville

doit contribuer à former et insérer les jeunes Africains diplômés dans les métiers des hydrocarbures, favorisant ainsi un développement durable et endogène du continent. Il a conclu en souli-

gnant que le contenu local, « *c'est donner aux jeunes Africains la chance de travailler et d'exprimer leurs compétences dans le domaine énergétique* ».

Fiacre Kombo

FORMATION EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Plus de 500 jeunes bénéficient d'une bourse de l'ENIA

L'école du numérique et de l'intelligence artificielle (ENIA 2.0) a reçu et présenté officiellement, le 3 novembre à Brazzaville, les jeunes Congolais qui suivront des formations gratuites liées aux métiers du numérique et de l'intelligence artificielle.

L'un des instituts de référence en formation qualifiante dans les métiers du numérique et de l'intelligence artificielle accueille sa deuxième promotion tout en offrant des kits scolaires aux élèves.

Après son lancement l'année dernière, l'ENIA 2.0 souhaite évoluer crescendo en intensifiant le rythme de formation. Elle a ainsi offert des bourses de formation gratuite aux nouveaux bacheliers ayant rempli les critères d'admission à l'école. Durant trois ans, l'ENIA 2.0 veut transformer ces jeunes non seulement en professionnels du numérique mais aussi en leaders capable d'innover et d'entreprendre. Selon le directeur général Mongo Ossebi Pierre, les offres de formation dans cette structure reposent sur trois piliers : compétences, rigueur et créativité.

Les nouveaux boursiers, qui côtoient déjà les anciens, ont promis de capitaliser sur cette opportunité et assuré suivre régulièrement les cours afin de répondre aux défis de l'intelligence artificielle en République du Congo. « *Merçi beaucoup aux responsables de l'ENIA 2.0 dans la mesure où ils*



vont m'aider à concrétiser mes rêves. L'intelligence artificielle est incontournable et grâce à cet institut, je vais apprendre aisément puisque toutes les conditions sont réu-

nies. En plus, la formation est gratuite, ce qui me permettra de me donner à fond pour le bien de la société congolaise », a indiqué un étudiant, après avoir reçu gratuitement son kit

Une étudiante reçoit son kit/Adiac académique.

Les responsables de l'ENIA 2.0 ont aussi mis à profit cette séance pour présenter les caractéristiques, les valeurs et la politique pédagogique de leur

institut. Promoteur directeur général de cet institut, Chirel Mongo a notamment exhorté les étudiants à profiter de cette opportunité pour « penser, oser et transformer leur avenir ».

« *Nous avons décidé concrètement de former les jeunes venus de plusieurs départements puisque l'ENIA offre des formations rares au Congo. Ici, vous allez apprendre à penser, à concevoir et à entreprendre. Nous formons des jeunes capables de devenir des acteurs du changement dans notre pays* », a-t-il indiqué.

Cette initiative qui s'inscrit dans le cadre du programme intitulé « Bourse mon avenir » vise à octroyer 1000 bourses cette année dont une partie concerne les jeunes de Pointe Noire. Initiée et animée par des jeunes Congolais, l'ENIA 2.0 se veut un espace où les projets des futurs entrepreneurs se concrétisent. Notons que c'est à la suite d'une forte demande de formation dans les domaines de l'intelligence artificielle et l'absence d'espaces de formation que Chirel Mongo s'est engagé dans la réalisation de cet ambitieux projet.

Rude Ngoma

TV5
MO N D E

ON N'EN A JAMAIS FAIT LE TOUR



CLÔTURE RÉUSSIE DU PROGRAMME YASIKA EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

Une étape importante pour l'innovation et l'entrepreneuriat des jeunes



Brazzaville (République du Congo), 31 octobre 2025 – L'édition 2025 du programme Yasika s'est achevée à Brazzaville par un événement marquant, célébrant cette initiative promue par Joule, l'école de l'entrepreneuriat d'Eni. Le programme a accompagné plus de dix startups congolaises dans leur parcours d'incubation et de développement, dont quatre ont été contractualisées par Eni. Yasika a eu un impact significatif dans le soutien à l'innovation, au développement de l'entrepreneuriat des jeunes et à la promotion de l'économie circulaire, en mettant un accent particulier sur l'agriculture et les technologies vertes.

L'événement de clôture a réuni les startups bénéficiaires du programme, ainsi que des représentants des institutions locales, venus célébrer les résultats obtenus et échanger sur les perspectives futures.

Les startups sélectionnées pour l'édition 2025 se sont distinguées par des solutions technologiques innovantes, notamment :

- des plateformes numériques facilitant les échanges entre agriculteurs, transformateurs et consommateurs ;
- des technologies de valorisation des déchets en combustibles durables ;
- et l'utilisation de drones pour l'agriculture de précision, permettant de surveiller l'état des cultures, d'analyser les sols et d'optimiser les récoltes.

« Yasika représente une opportunité unique pour les jeunes entrepreneurs congolais de développer des idées novatrices et de proposer des solutions adaptées aux besoins locaux. La clôture de cette initiative marque non seulement le succès de ces jeunes talents, mais aussi une contribution concrète au développement économique et durable de la République du Congo », a déclaré Andrea Barberi, Directeur Général d'Eni Congo.

Le programme a impliqué plus de 10 startups dirigées par de jeunes entrepreneurs âgés de 26 à 35 ans, et a rassemblé plus de 25 startupper ayant participé à un parcours d'upskilling leur permettant d'acquérir les compétences essentielles pour relever les défis de l'entrepreneuriat.

À travers Yasika, Eni Joule ambitionne de stimuler l'innovation locale, moteur essentiel de la croissance socio-économique du pays, en favorisant le développement de secteurs stratégiques tels que l'agritech, le climate tech et la green economy. Le programme contribue à renforcer la culture

entrepreneuriale parmi les jeunes Congolais, en leur offrant formation, mentorat et accès à des ressources clés pour le développement de leurs startups.

Plusieurs solutions développées par les participants génèrent déjà un impact positif à l'échelle locale, ouvrant la voie à une gestion plus efficace des ressources naturelles et au renforcement d'une agriculture durable.

La nouvelle édition du programme Yasika, qui a recueilli plus de 100 candidatures en 2025, a été officiellement annoncée ce jour. Les candidatures resteront ouvertes jusqu'au 15 janvier 2026.

Eni Joule

Joule est l'école d'entrepreneuriat d'Eni, dédiée à la promotion de l'esprit d'entreprise et au développement de startups innovantes dans les domaines de la tran-



sition énergétique et de la décarbonation.

Grâce à des programmes de formation et



de demain, en relevant les défis du développement durable.

Eni Congo

Présente en République du Congo depuis plus de 50 ans, Eni est actuellement la seule entreprise impliquée dans le développement des vastes ressources gazières du pays, à travers le projet Congo LNG et la fourniture de gaz à la Centrale Électrique du Congo, qui assure 70 % de la production nationale d'électricité.

Contacts de l'entreprise :

Communication Externe de Eni Congo

Tel: +242 05-800-61-10/+ 242 05 273 558/+242 05 628 7204

Press Office: Tel. +39 0252031875 – +39 0659822030

Freephone number for shareholders (from Italy): 800 940 924

Freephone number for shareholders (from abroad): + 800 1122 3456

Switchboard: +39 0659 821

ufficio.stampa@eni.com

segreteria.societaria.azionisti@eni.com

investor.relations@eni.com

Website: www.eni.com





TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



COP30

Félix Tshisekedi en défenseur des forêts tropicales à Belém

En prélude au lancement, le 10 novembre 2025, de la trentième Conférence des Parties sur le changement climatique (COP30), le Sommet climatique de Belém (Brésil) a servi de tribune stratégique pour la RDC afin de porter haut son plaidoyer en faveur de la protection des forêts primaires, des aires protégées et des parcs nationaux.

La journée inaugurale a été marquée par les interventions de plusieurs dizaines de Chefs d'État, tour à tour accueillis par le Président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, hôte de ce sommet préparatoire.

Prenant la parole, le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a réaffirmé l'engagement de la RDC en matière de lutte contre le changement climatique. Il a souligné l'importance cruciale des forêts dans l'équilibre écologique mondial, tout en déplorant les menaces croissantes qui pèsent sur ces écosystèmes vitaux.

« Dix ans après l'adoption de l'Accord de Paris, l'heure n'est plus aux discours, mais à l'action. Il est impératif d'agir sans délai et de respecter les engagements pris », a martelé le Président congolais devant ses pairs.

Selon le Président de la République Démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, la crise climatique ne se limite pas à une problématique environnementale. Elle constitue également une crise de justice et d'équité.



Félix Tshisekedi et Luiz Inácio Lula da Silva au Sommet climatique de Belém

lombo, la crise climatique ne se limite pas à une problématique environnementale. Elle constitue également une crise de justice et d'équité.

« J'en appelle à un rééquilibrage entre le financement de l'atténuation et celui de l'adaptation. Les pays qui subissent déjà les chocs cli-

matiques ont droit à une protection aujourd'hui, pas seulement à des promesses pour demain », a-t-il plaidé devant ses pairs.

Saluant le rôle de la RDC en tant que "pays-solution", grâce à ses vastes ressources naturelles, il a dénoncé l'écocide, défini comme la destruction délibérée des forêts primaires, des aires protégées et des parcs — un crime contre l'équilibre écologique mondial.

Le Chef de l'État a également mis en avant le projet ambitieux du Couloir vert Kivu-Kinshasa, une initiative innovante de conservation des paysages. « Il s'agit d'une approche territoriale intégrée couvrant plus de 540 000 km², dont plus de 100 000 km² de forêts primaires », a-t-il expliqué.

Après cette journée d'ouverture, le Président Tshisekedi a poursuivi son plaidoyer dans divers groupes thématiques et à travers une série d'échanges bilatéraux, consolidant ainsi la voix de la RDC en tant qu'acteur majeur dans la lutte contre le changement climatique.

Sylvain Andema



ORDRE NATIONAL
DES EXPERTS-COMPTABLES
DU CONGO

Brazzaville (Siège social)
2^e Etage Immeuble CORAY Résidence,
Rue de la Musique Tambourinée,
Sis derrière l'Hôtel Mikhaëls
Tél.: +242 06 518 35 54
E-mail : onec.rcongo@gmail.com
République du Congo

CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE L'ONEC-C

Chers Confrères, Chères Consœurs,

Nous avons le plaisir de vous convier à la 6^{ème} Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Ordre National des Experts-Comptables du Congo (ONEC-C) qui se tiendra le **vendredi 05 décembre 2025 à 10 heures 00 à Brazzaville**, à l'Hôtel Hilton (aux Tours Jumelles de Brazzaville).

Cette assemblée sera l'occasion de faire le point sur les activités de l'année écoulée et d'envisager ensemble les perspectives de l'année à venir.

L'ordre du jour de cette Assemblée Générale sera le suivant :

1. Vérification des présences ;
2. Examen et adoption du projet de l'ordre du jour ;
3. Lecture, examen et approbation du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 07 décembre 2024 ;
4. Lecture, examen et approbation du rapport moral 2024 ;
5. Lecture, examen et approbation du rapport de gestion et des EF 2024 ;
6. Lecture, examen et approbation du rapport de l'auditeur sur les comptes de 2024 ;
7. Lecture, examen et approbation du programme d'activité 2026 ;
8. Présentation/Point de l'exécution du budget 2025 ;
9. Lecture, examen et approbation du budget 2026 ;
10. Présentation/Point d'avancement du projet d'adhésion à l'IFAC ;
11. Présentation/Point du partenariat de formation INTEC-ISG-ONEC-C ;
12. Présentation/Point des travaux hologramme ONEC-C ;
13. Divers ;
14. Pouvoirs.

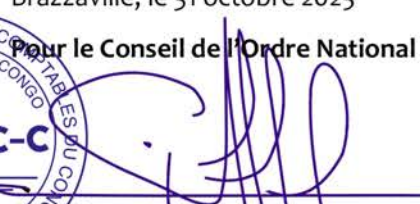
Les dossiers de chaque membre seront disponibles au siège de l'ONEC-C à compter du 20 novembre 2025.

Nous comptons sur votre participation active à cet événement clé de notre Ordre et vous demandons de **bien vouloir confirmer votre présence avant le 15 novembre 2025** : par email à onec.congo@oneccongo.org / reich.tsoumou@excoafrique.com ; tél. +242 06 518 35 54.

Dans l'attente de vous accueillir nombreux, veuillez agréer, Chers Confrères, Chères Consœurs, l'expression de notre plus haute considération.

Brazzaville, le 31 octobre 2025

Pour le Conseil de l'Ordre National des Experts Comptables du Congo


Michel Patrick GAMASSA
Président du Conseil de l'Ordre

AVIS D'APPEL D'OFFRE

La Société Nouvelle de Ciment du Congo (SONOCC) lance un appel d'offres public à destination des entreprises disposant des agréments légaux et de capacités de transport, afin de recueillir des propositions tarifaires et techniques pour assurer la livraison en temps voulu du ciment depuis les entrepôts de Brazzaville et Pointe-Noire.

I. Contenu de l'appel d'offres

Service de transport et de livraison de ciment depuis les entrepôts de la SONOCC
Points de départ : entrepôts de Pointe-Noire et de Brazzaville
Points d'arrivée : différents points de vente

II. Exigences pour les soumissionnaires

- L'entreprise doit être légalement enregistrée et disposer des agréments de transport ;
- Posséder les véhicules et le personnel nécessaires ;
- Fournir les documents requis selon le dossier d'appel d'offres.

III. Modalités d'inscription et de dépôt des dossiers

Période d'inscription : du 10 novembre au 21 novembre 2025
Date limite de dépôt des dossiers : 21 novembre 2025 à 17h00 (heure du Congo)
Mode d'inscription : par courrier électronique
Documents à fournir lors de l'inscription :
-Copie du registre de commerce
-Lettre de procuration signée et cachetée du représentant légal ou du mandataire, accompagnée de la copie de la carte d'identité

IV. Méthode d'évaluation

Priorité sera donnée au meilleur prix, en tenant compte également de la réputation, de l'état des véhicules et des capacités de service

V. Contact

Contact : Naomie SONG
Email : songjiaying@crbc.com

Avis d'appel d'offres No. Congo BU_25_RFGS_2002065

Production et livraison des kits d'hygiène menstruelle



Catholic Relief Services – United States Conference of Catholic Bishops (CRS – USCCB) est une organisation à but non lucratif, constituée en vertu des lois du District de Columbia, États-Unis, ayant son principal siège au 228 W. Lexington Street, Baltimore, Maryland 21201, États-Unis, opérant en République du Congo avec un protocole d'accord signé en Octobre 2018 avec le Gouvernement de la République du Congo.

Dans le cadre du projet Food For Education (FFE) du financement McGovern-Dole II, il est prévu la mise en œuvre de l'activité intitulé « Promotion de l'amélioration de la santé » qui vise à améliorer la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) pour les élèves filles des écoles bénéficiaires. Cette activité comprend la distribution de 3000 kits d'hygiène menstruelle.
Le marché est divisé en deux lots comme suit :

Lots	Description
Lot 1	Production de 45 000 Serviettes hygiéniques lavables et réutilisable Fourniture de 3000 Trousses de rangement avec fil
Lot 2	Fourniture de 84 Cartons de Savons parfumés de type FRESH Fourniture de 25 sacs de détergent de marque SOLE

Le Lot 1 est subdivisé en 3 sous lots consistant à produire chacun 15 000 serviettes hygiéniques et 1 000 trousses de rangement avec fil.

Les prestataires souhaitant prendre part à ce marché peuvent demander le Dossier d'Appel d'Offres à l'adresse électronique grace.mouzabakani@crs.org copie bidcg@crs.org. Au cas où CRS n'aurait pas répondu après un délai de 24h, les candidats peuvent contacter le 05 699 78 39.

Les soumissions doivent être envoyées par mail à l'adresse électronique bidcg@crs.org ou être déposées physiquement au bureau de CRS, au 4e étage de l'hôtel ACERAC, Impasse bayardelle au plus tard le 20 novembre 2025 à 17h00, heure de Brazzaville.



UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAIN, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- ✓ Présentation des ouvrages
- ✓ Conférences-débats
- ✓ Dédicaces
- ✓ Émissions Télévisées
- ✓ Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRE
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi 9H-17H
Samedi 9H-13H



Adresse : B4 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

L'HÔPITAL BIAMBA MARIE MUTOMBO

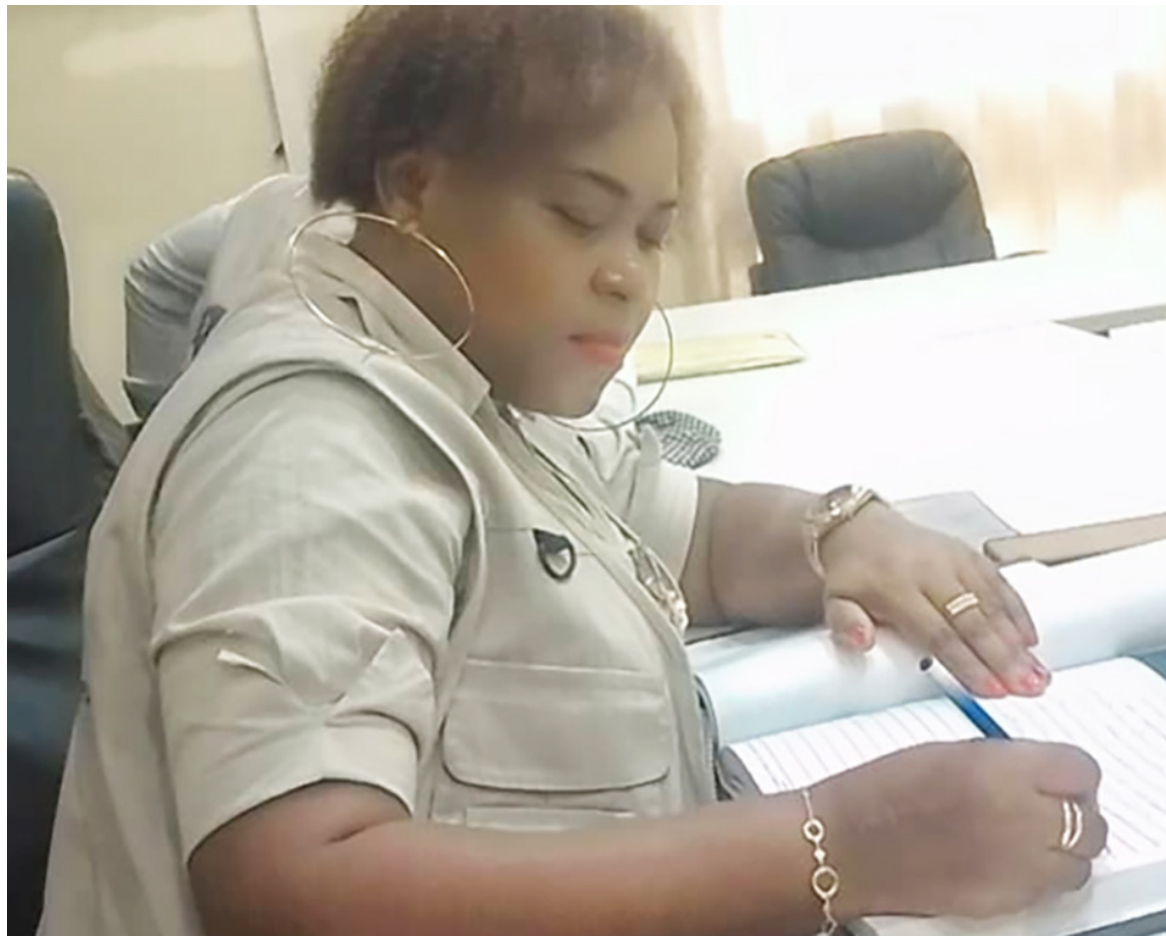
Le RJAÉ rend hommage à Jean-Jacques Mutombo Dikembe

À l'occasion du premier anniversaire du décès de la star de la NBA, Jean-Jacques Mutombo Dikembe, à Atlanta, aux États-Unis, une journée portes ouvertes a été organisée récemment à Kinshasa, à l'Hôpital Biamba Marie Mutombo, dont il était le fondateur.

Le Réseau des Journalistes Amis de l'Enfant (RJAÉ) conduit par sa coordonnatrice, Bibiche Mwika Kanyinda a voulu marquer d'une pierre blanche cette journée. Bibiche Mikwa s'est rendue sur place pour exprimer la solidarité de son réseau et encourager l'équipe de cet établissement médical qui abat un travail de qualité dans l'administration des soins de santé en dépit du décès de son initiateur.

Accueillie par l'administrateur délégué, Me Mpoy Louman, Bibiche Mwika a exprimé la peine du réseau et rappelé les nombreuses œuvres philanthropiques de feu Mutombo Dikembe.

« En tant que coordonnatrice, je garde de bons souvenirs de chairman. Un homme qui a beaucoup œuvré pour le bien être de ses compatriotes congolais. Au niveau de mon réseau, nous n'avons pas voulu pas-



Bibiche Mika, la coordonnatrice nationale du RJAÉ/DR

ser cet anniversaire douloureux comme si c'était la mort d'un homme ordinaire. Nous avons souhaité l'honorer parce qu'il a réalisé beaucoup d'œuvres philanthropiques. Il a soutenu des écoles, il a aidé les enfants orphelins. Les Congolais gardent un bon souvenir de chairman... », a déclaré la coordonnatrice nationale du RJAÉ qui s'était faite accompagner de quelques membres de son réseau.

Me Mpoy Louman a salué le geste du RJAÉ, affirmant : « Mutombo Dikembe nous a quittés, mais son esprit demeure dans la continuité de l'hôpital ».

La visite s'est conclue par la signature du livre de condoléances, une visite guidée des installations et une photo de famille, symbolisant l'engagement du RJAÉ pour le bien-être de l'enfant et de la mère.

Blandine Lusimana

COOPÉRATION

Une école de culture italienne ouverte à Kinshasa

Ce projet, organisé par le comité Dante Alighieri de Kinshasa, est considéré comme un appui à la coopération entre la République démocratique du Congo (RDC) et l'Italie.

L'ouverture de l'école de la langue et de la culture italienne, le 6 novembre au sein de l'Institut supérieur pédagogique et technique de Kinshasa (ISPT-Kin), dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), est considérée comme une étape marquante de la coopération culturelle entre la RDC et la République italienne.

« L'ouverture de ce premier cours de langue et de culture italienne, organisé par le comité Dante Alighieri de Kinshasa, marque une étape significative pour la coopération culturelle entre l'Italie et la République démocratique du Congo », a déclaré l'Ambassadeur d'Italie en RDC, Dino Sorrentino.

Le diplomate a affirmé que, pour son pays, c'est un immense honneur de faire voyager la langue italienne à travers le monde, plus particulièrement, en RDC, grâce à ce projet mené par le comité Dante Alighieri de Kinshasa qui « donne aux étudiants l'opportunité d'apprendre une langue qui stimule la créativité (...) ».

« Je suis très heureux d'être ici, dans cet institut qui forme les ingénieurs du futur et honoré que l'établissement donne l'opportunité d'étudier la langue italienne, une langue qui a vu naître certains des plus grands ingénieurs du monde, comme Léonard de Vinci, Galilée et bien d'autres », a-t-il ajouté soulignant que son pays offre aux étudiants « l'opportunité d'étudier une langue qui, idéalement, leur permettra non seulement de parler italien, mais aussi de penser en italien, et peut-être même de raisonner comme les ingénieurs italiens », a-t-il expliqué.

Pour sa part, le directeur général de l'ISPT-Kin, Albert Yenga-Yenga, hôte de cette école, a salué ce partenariat qui ouvre de nouvelles perspectives pour la formation technique et scientifique en RDC. « On n'importe pas une langue sans importer sa culture, et on n'importe pas une culture sans importer la technologie qui est ca-

chée derrière celle-ci », a-t-il fait remarquer.

« La RDC manque de main-d'œuvre qualifiée dans le domaine technique qui peut aider le pays à prendre de la hauteur dans les secteurs de l'électricité, de l'intelligence artificielle et d'autres domaines. Grâce au mécanisme de transfert de technologies, éclairé par la vision du Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, nous nous sommes engagés à doter notre pays des compétences et des technologies nécessaires, en scellant des accords avec de grandes puissances. Voilà pourquoi l'Italie est la bienvenue aujourd'hui », a-t-il fait savoir.

Une fenêtre ouverte vers des échanges scientifiques et culturels

Répondant à la question concernant la mission de la société organisatrice de ce projet, le secrétaire général de Dante Alighieri, le professeur Gilbert Musampa, a indiqué : « c'est

une société qui milite pour l'apprentissage de la langue et de la culture italiennes, en vue des échanges académiques et scientifiques entre le peuple de la République démocratique du Congo et la République italienne ». « Voilà pourquoi l'ambassadeur Dino Sorrentino était ici pour l'inauguration de cette école ».

L'établissement est ouvert à toutes les personnes venant de tous les horizons, désireuses d'apprendre la langue et la culture italiennes. Il a également précisé qu'il ne s'agit nullement d'une forme de néocolonialisme, mais plutôt d'une coopération entre deux peuples. « Il s'agit bien d'échanges. Quand il y a échange, il y a coopération. Comme je le disais tout à l'heure, la Dante Alighieri est chapeautée par le ministère des Affaires étrangères italien, et notre ministre des Affaires étrangères, Thérèse Kayikwamba, a été représentée à cette cérémonie. Cela signifie qu'il s'agit d'une coopération bilatérale, mais, cette

fois-ci, ni dans le domaine militaire ni dans d'autres domaines sensibles, mais dans les domaines culturel et éducatif (...) ».

Le Professeur Musampa a, par ailleurs, invité les Congolais à profiter de cette initiative. « Que tous les Congolais donnent une chance à cette école, à cette opportunité, puisque c'est une belle occasion d'échanges. Les Italiens profitent de quelque chose ici chez nous, et nous devons, nous aussi, profiter de quelque chose chez eux », a ajouté Gilbert Musampa.

Créée en 1889 en Italie, à Rome, la société Dante Alighieri porte le nom de son fondateur, qui a été poète et grand auteur. Dante Alighieri est auteur notamment de « La Divine Comédie », « Le Paradis et L'Enfer ». Aujourd'hui, cette société est présente dans plus de 69 pays et implantée en République démocratique du Congo. Le professeur Gilbert Musampa en est le secrétaire chargé des programmes académiques.

Lucien Dianzenza

CENTENAIRE DE LA DIPLOMATIE RUSSE

Regard croisé des Congolais Florian Koulimaya et Émeraude Kouka

Du 24 au 26 octobre dernier, Moscou a vibré au rythme du Forum international de coopération, organisé par Rossotrudnitchestvo à l'occasion du centième anniversaire de la diplomatie russe. Parmi les invités venus de plus de soixante pays, deux Congolais, Florian Koulimaya et Émeraude Kouka, ont représenté avec fierté la jeunesse et la créativité du Congo.

Leurs témoignages traduisent une expérience à la fois inspirante et révélatrice du rôle croissant de la Russie dans la diplomatie culturelle mondiale.

Florian Koulimaya : « Le tourisme comme levier d'image et d'employabilité »

Ancien étudiant en Russie, Florian Koulimaya a pris part au Forum international de coopération dans le cadre du programme « New Generation », une initiative russe dédiée aux jeunes leaders du monde. Invité en tant qu'acteur de la société civile, il a participé à un panel consacré au thème : « Comment le tourisme peut améliorer l'image d'une ville et profiter à sa jeunesse ».

« Il était question pour moi, en tant qu'ancien étudiant et habitué de la Russie, de dire comment est Moscou pour les étrangers, surtout, les opportunités de cette ville et la politique mise en place par la municipalité pour faire en sorte que les touristes, étrangers, étudiants, volontaires, puissent trouver leur compte... C'était une opportunité unique de partager également la vision africaine du tourisme urbain et de montrer comment ce secteur peut devenir un moteur d'employabilité », a-t-il longuement expliqué.

Durant son séjour, Florian a de nouveau exploré la capitale russe et apprécié une cité qui demeure vivante et structurée autour de sa jeunesse. « Moscou compte environ 400 musées et des centaines d'universités. Nous avons visité des maisons de la jeunesse dotées d'espaces pour start-upers, influenceurs et étudiants. Ces lieux favorisent la créativité, l'apprentissage et l'innovation sociale »,



Florian Koulimaya lors d'un panel au Forum international de coopération/DR

a-t-il confié.

Au-delà de la découverte, le jeune Congolais dit avoir été marqué par la valorisation des jeunes dans la société russe. « Lors de grands événements, les jeunes sont mobilisés comme volontaires, guides ou traducteurs. C'est une belle manière de responsabiliser une génération. Chez nous aussi, il faut trouver des mécanismes pour occuper et valoriser notre jeunesse », conclut-il, plaidant pour des partenariats Nord-Sud entre Moscou et Brazzaville.

Émeraude Kouka : « La Russie, un laboratoire de soft power culturel »

Conseiller aux arts et aux lettres au ministère en charge de la culture, Émeraude Kouka avait été invité au forum en sa qualité

d'acteur culturel. Il a, pour sa part, vécu à Moscou une immersion totale dans la vie diplomatique, scientifique et culturelle russe. « Nous avons commencé par visiter la Maison de la jeunesse, un lieu d'échanges qui illustre la place centrale des jeunes dans la société moscovite », raconte-t-il. Entre visites de musées, ateliers de loisirs et découvertes gastronomiques, la délégation congolaise a goûté à la richesse du patrimoine russe. « J'ai appris à faire des blinis au caviar, à peindre des matryoshkas, et même à découvrir Moscou à travers une expérience de réalité virtuelle », a-t-il souligné.

Mais au-delà des activités ludiques, Émeraude retient surtout l'importance du soft power russe : « J'ai vu une Russie où il fait bon vivre, où les gens sont chaleureux,



Émeraude Kouka assistant aux échanges lors du forum/DR

où ça bouillonne sur le plan culturel, où la ville est suffisamment ample, respire et puis a beaucoup à offrir au monde, où il y a des opportunités surtout en matière de réseautage, programmes, conférences, etc. ».

Émeraude Kouka souligne aussi la portée stratégique du forum initié dans le cadre du 100e anniversaire de la diplomatie russe qui a permis de multiples échanges et une ouverture d'esprit. Ces échanges ont montré comment la Russie tisse des liens nouveaux avec le Sud global, au-delà des traditionnels partenariats occidentaux. Ce qui lui a permis de rencontrer « des jeunes du Laos, de la Chine, des Philippines, de Malaisie... C'est cela, la vraie diplomatie culturelle : créer des passerelles humaines ».

Un pont entre Moscou et Brazzaville

De leurs expériences respectives, Florian et Émeraude repartent avec une conviction commune : le dialogue interculturel est une voie d'avenir. Leur participation au centenaire de la diplomatie russe incarne cette nouvelle génération d'Africains désireux de bâtir des coopérations équitables, fondées sur l'échange, la créativité et la jeunesse.

« Ce type d'expérience nous permet de trouver des voies et moyens pour occuper notre jeunesse également afin qu'elle ne soit plus laissée pour compte », estime Florian. « Et à travers la culture, nous pouvons aussi inspirer le monde », ajoute Émeraude.

Merveille Jessica Atipo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT
SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL

AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville va accueillir une rencontre des professionnels du tourisme

La capitale congolaise, Brazzaville, abritera, du 18 au 20 Novembre 2025 une grande rencontre des professionnels du tourisme des pays de l'Afrique Centrale, dans le cadre de la première édition du Nabemba Tourism Expo.

Prélude à cette rencontre des amoureux du tourisme, le coordonnateur national, Francel Emerancy Balank, a animé le 4 novembre à Brazzaville, en collaboration avec le site touristique de Ngabé et le Ministère de l'Industrie culturelle, touristique artistique et des loisirs une conférence de presse pour fixer le public sur les enjeux de ce rendez-vous qui se tiendra sur le thème : « Tourisme interne, enjeux et défis ».

Espace de rencontre, d'échanges et de valorisation du potentiel touristique du Congo en faveur de la sous-région, cet événement connaîtra plusieurs activités parmi lesquels des expositions, des projections et des visites virtuelles qui permettront aux visiteurs de découvrir la beauté majeure du site de Ngabé.

Sont également prévues des rencontres B2B entre professionnels du tourisme, ateliers et conférences sur les thèmes

du tourisme durable, de l'éco-tourisme et de la digitalisation du secteur.

Pour le responsable de Wild Safari Tours, Francel Emerancy Balank, la République

du Congo regorge de richesses naturelles et culturelles encore méconnues.

« Nous voulons au travers de ce grand rendez-vous positionner notre pays comme une destination incontournable en Afrique centrale », a-t-il indiqué.

De son côté, le représentant du ministère en charge de l'industrie touristique de la République du Congo a relevé que le Nabemba Tourism Expo est une vitrine du dynamisme du secteur touristique congolais. Il a souligné que le gouvernement continuera d'accompagner ce type d'événements qui contribuent à la création d'emplois et à la diversification de notre économie tout en contribuant à l'amélioration du produit intérieur brut.

Selon Placide Nguie Obambi, Responsable du Site de Ngabé, cette rencontre vise à créer des passerelles entre les sites naturels et les acteurs économiques du tourisme afin de favoriser un développement durable et inclusif.

Guy-Gervais Kitina

Une journée Nationale de l'Arbre au Parc National de Conkouati-Douli sous le thème de la responsabilité

La 39e Journée nationale de l'arbre a été célébrée avec éclat au Parc National de Conkouati-Douli, marquant une nouvelle étape dans l'engagement collectif en faveur de la protection de l'environnement et de la restauration des écosystèmes. Cette journée symbolique a rassemblé les autorités administratives et villageoises, les partenaires et les collaborateurs du parc autour d'une cause commune : celle de la reforestation et de la durabilité.

La cérémonie d'ouverture a été honorée par la présence du Sous-Préfet du District de Nzambi et du directeur du Parc National, qui ont tour à tour rappelé le rôle crucial de chaque citoyen dans la préservation du patrimoine naturel. « _Planter un arbre, c'est poser un acte de responsabilité. C'est affirmé que le développement ne peut se faire au détriment de la Nature, mais en harmonie avec elle. C'est aussi

transmettre à nos enfants un message d'espoir_ », a souligné le Directeur du parc dans son allocution.

La matinée s'est poursuivie par une séance de plantation d'arbres, moment fort empreint de symbolisme et de convivialité. Les autorités dont les chefs de villages, accompagnés des équipes du parc, ont mis la main à la terre, illustrant concrètement l'esprit de responsabilité environnementale.



L'événement s'est achevé par une séance débat enrichissante sur l'importance de la conservation et la santé des écosystèmes forestiers, rappelant que la gestion durable des forêts bénéficie la fois aux communautés locales

et à la biodiversité. Par cette initiative, le parc réaffirmait avec les autorités leur engagement à faire de la nature un héritage vivant, à protéger, gérer et à transmettre.

COP 30

Le constat sans appel du président Denis Sassou N'Guesso

A Belém, au Brésil, où il prend part aux côtés des autres dirigeants internationaux à la COP30, le chef de l'Etat congolais a regretté « la quasi impuissance du monde entier face au dérèglement climatique ».

Denis Sassou N'Guesso a étayé son constat en rappelant que depuis plus de trois décennies, les mêmes préoccupations reviennent en boucles tandis que les engagements pris par les parties ne sont pas suivis d'effet. Du déjà entendu d'autant plus alarmant que le fossé se creuse davantage entre « *les ambitions proclamées et la grande insuffisance des efforts réalisés* », a-t-il renchéri.

Appelant à la responsabilité de tous, le président de la République a exhorté les décideurs et les bailleurs de fonds à tenir leurs promesses de financer les initiatives en cours dans les pays en développement qui sont les plus exposés aux méfaits du changement climatique.

Il a indiqué qu'en matière de préservation et de conservation des forêts, l'exemple du Congo devrait inspirer d'autres nations et inciter les investisseurs à apporter au pays le soutien dont il a besoin : « *Depuis plus de quatre décennies, mon pays, la République du Congo, porte en toute responsabilité sa contribution à la dynamique globale de lutte contre les changements climatiques. Le Congo dispose aujourd'hui de plus de 4 millions d'hectares d'aires protégées, soit 13,5%*



Le président de la République délivrant son message à la Cop 30/DR

du territoire national. »

Dans le même ordre d'idées, a poursuivi le chef de l'Etat : « *L'aménagement des concessions attribuées aux projets de développement est devenu depuis plus de trois décennies une exigence légale. Plus de 9 millions d'hectares sont aménagés et plus de 3 millions en cours d'aménagement, la moitié étant déjà certifiée selon les normes internationales* ».

La preuve par l'exemple, le

Congo la partage aussi à travers la Journée nationale de l'arbre. Instituée en 1984 elle est célébrée le 6 novembre de chaque année et forme un tout avec le programme national d'afforestation et de reboisement, le Fonds bleu pour le Bassin du Congo, l'aménagement forestier durable et la certification des forêts hors zones tropicales humides.

Denis Sasou N'Guesso a aussi rappelé l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU, en avril

dernier, de la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement. Couvrant la période 2027-2036, et porté par lui-même en personne cet aboutissement a couronné les efforts du Congo pays initiateur de ce projet.

Dans la perspective de créer des synergies entre les pays confrontés aux mêmes défis qui poursuivent les mêmes buts, le président de la République a salué la création par le pays hôte de la COP 30 d'un fonds pour la préservation des forêts tropicales : « *Cette initiative rejoint celle de la Commission climat du Bassin du Congo, avec son instrument financier, le Fonds bleu pour le Bassin du Congo est d'autant plus louable qu'elle se met également au service des peuples autochtones et des communautés locales, qui sont les premiers gardiens des écosystèmes les plus riches en biodiversité du monde* », s'est-il réjoui.

A l'endroit des nations nanties, le chef de l'Etat a plaidé pour qu'elles « *accompagnent financièrement les pays en développement dans leurs actions d'atténuation, d'adaptation et de prévention tout en accordant une attention soutenue à la compensation des pertes*

et dommages liés au dérèglement climatique ».

Porteur de la voix des Peuples autochtones des trois bassins tropicaux (Amazonie, Congo, Bornéo Mékong) réunis lors d'un premier congrès mondial en début d'année dans la capitale congolaise, le président de la République a sollicité de la COP30 la prise en compte de la Déclaration de Brazzaville issue de ce congrès. Elle résume l'essentiel des préoccupations de ces peuples considérés comme les plus exposés aux pressions climatiques et à la déforestation. S'il n'a pas hésité à pointer du doigt « *les promesses de financements non tenues et toujours attendus par les pays vulnérables en appui de leur lutte contre les changements climatiques et en lien avec la transition énergétique* », Denis Sassou N'Guesso n'en demeure pas moins convaincu qu'il ne faut pas céder au découragement.

Ainsi, a-t-il conclu son propos en assurant : « *Je tiens à réaffirmer l'engagement solennel de mon pays, en faveur d'une gouvernance forestière fondée sur les principes de durabilité, de souveraineté écologique et de solidarité intergénérationnelle* ».

Gankama N'Siah

RÉMUNÉRER LA PROTECTION DES FORÊTS

L'énorme fonds que le Brésil veut lancer à la COP30

Gagner de l'argent en protégeant des forêts ? C'est l'idée du fonds d'investissement que lancera le Brésil jeudi avant la COP30, mais reste à savoir quels pays et quels investisseurs y contribueront.

Le Brésil veut lever 125 milliards de dollars auprès des gouvernements et des investisseurs privés pour abonder ce fonds appelé la « Tropical Forests Forever Facility » (TFFF).

Son fonctionnement est original : les fonds seront investis sur les marchés, et les gains serviront à verser chaque année à des pays en développement une somme pour chaque hectare préservé de forêt, puissant élément naturel pour freiner le changement climatique et réservoir de biodiversité.

Accueillie au départ avec intérêt, cette « Facilité de financement des forêts tropicales » suscite aujourd'hui un enthousiasme plus modéré.

Pourquoi ce fonds ?

La majeure partie des forêts primaires mondiales se situent dans les pays tropicaux où il est plus rentable d'abattre des arbres que de les préserver.

Des décennies de promesses

faites par les pays riches pour financer la lutte contre la déforestation ne se sont pas concrétisées, note João Paulo de Resende, conseiller spécial pour le climat au ministère brésilien des Finances.

Malgré certains progrès comme au Brésil, la déforestation mondiale reste à des niveaux record. En 2024, l'équivalent de 18 terrains de football de forêt primaire ont disparu chaque minute.

C'est un problème majeur pour la planète : les forêts tropicales contribuent à la régulation du climat, et leur destruction libère du carbone. Elles sont également d'importants réservoirs de biodiversité : les forêts abritent 75% de la faune et la flore mondiales dont les deux tiers dans les forêts tropicales.

Comment fonctionnera le fonds ?

Il doit d'abord trouver 25 milliards de dollars auprès de gouvernements « sponsors » désireux

de renforcer leur image et prêts à assumer les éventuelles pertes initiales.

Après ces pionniers, le Brésil espère attirer 100 milliards de dollars supplémentaires d'investisseurs privés, en priorité des fonds de pension et des fonds souverains.

Le capital sera investi dans un « portefeuille diversifié d'obligations de longue durée et bien notées », principalement dans les marchés émergents. Les profits, après paiement des intérêts aux investisseurs, seront reversés aux pays tropicaux présentant de faibles taux de déforestation, confirmés par observation satellitaire.

Cette approche diffère des marchés carbone ou du modèle traditionnel de subventions et d'aide, où les dons sont alloués à des projets spécifiques de conservation des forêts, explique Pakhi Das, qui a étudié le projet pour l'association Plant-for-the-Planet.

Qui en bénéficiera ?

Le Brésil prévoit que le fonds générera quatre milliards de dollars par an pour la conservation. Il a identifié 74 pays riches en forêts susceptibles de se partager les bénéfices, selon une note de synthèse.

En réalité, un petit nombre de pays seront éligibles dans un premier temps. Seuls ceux affichant un faible taux annuel de déforestation (inférieur à 0,5%) rempliront les conditions, et ce taux devra être maintenu année après année pour continuer à percevoir les paiements.

Le Brésil, l'Indonésie et la République démocratique du Congo pourraient, en théorie, empocher chacun des centaines de millions de dollars par an s'ils parvenaient à éradiquer totalement la déforestation.

Cela devrait inciter d'autres pays à redoubler d'efforts, selon des experts. Dans de nombreux cas, le montant potentiel des verse-

ments représente le double, voire le triple, de ce que les gouvernements ou les donateurs internationaux financent actuellement pour la conservation des forêts.

Le fonds pourrait être lancé sans avoir la totalité des 25 milliards de dollars de capital initial. A ce jour, seul le Brésil s'est engagé à contribuer.

Des diplomates s'interrogent sur les procédures de contrôle du fonds et sur sa capacité à décrocher la notation de crédit élevée requise pour attirer les investisseurs.

Certaines ONG comme Global Forest Coalition estiment que ce fonds est une fausse solution, dénonçant un capitalisme vert et des carences techniques.

Mais pour d'autres observateurs, comme Mauricio Voivodic, directeur du WWF Brésil, « cela vaut mieux que d'attendre la solution parfaite. Il n'y a pas de solution miracle ».

D'après AFP